



Mali: pressions franco-américaines sur l'Algérie, acteur clé du dossier

Anne LE COZ
28 octobre 2012
Agence France Presse

Pressés par le temps qui profite aux jihadistes et par les échéances onusiennes, la France et les Etats-Unis multiplient les efforts pour arracher le soutien de l'Algérie à une intervention militaire africaine au Mali, condition du succès de l'opération, selon les experts.

Après le chef de la diplomatie française Laurent Fabius en juillet et avant le président François Hollande en décembre, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton sera lundi à Alger pour discuter de la crise au Mali et de "la question générale d'Aqmi", selon le département d'Etat.

Depuis avril, Al-Qaïda au Maghreb islamique et ses alliés touareg d'Ansar Dine et du groupe djihadiste Mujao occupent le nord du Mali, imposant la Charia et une partition du pays.

Le 12 octobre, l'ONU a demandé aux Africains de lui soumettre avant le 26 novembre un plan détaillé en vue d'une intervention armée, pressant parallèlement Bamako d'ouvrir une "négociation crédible" avec les rebelles touareg.

Pour Paris comme pour Washington, l'Algérie est "incontournable" dans le règlement de cette crise.

Dotée d'une armée puissante, Alger dispose de renseignements et d'une expertise indéniable en contre-terrorisme pour avoir combattu pendant dix ans le Groupe islamique armé (GIA) dont Aqmi est une émanation, et d'une influence auprès des touareg pour avoir plusieurs fois facilité des pourparlers entre l'Etat malien et la rébellion.

Initialement hostile à une intervention militaire internationale chez son voisin malien avec lequel elle partage près de 1.400 km de frontière, l'Algérie, qui craint une "déstabilisation" de son territoire où vivent 50.000 touareg, a récemment infléchi sa position.

Tout en privilégiant la négociation, Alger n'exclut plus le principe d'une opération armée, sans pour autant envisager d'y participer.

L'enjeu est primordial, estiment les experts interrogés par l'AFP.

"Une intervention au nord du Mali est possible sans le soutien militaire de l'Algérie, mais pas sans son accord", résume Pierre Boilley, directeur du Centre des études des mondes africains (CEMAF).

"L'Algérie a les moyens de faire échouer toute intervention en ne bloquant pas hermétiquement ses frontières", renchérit Alain Antil, chercheur à l'Institut français des Relations internationales (Ifri). "Il est indispensable que le verrou algérien fonctionne afin que les groupes armés ne puissent pas remonter vers le nord", précise Jean-Charles Brisard, expert en terrorisme, pour qui "le plus grand risque de cette opération, c'est l'enlèvement".

"L'Algérie a comme tous les autres voisins du Mali un rôle très important à jouer", déclarait jeudi le sous-secrétaire adjoint américain aux Affaires africaines, Michael Pelletier. "Les Algériens sont en train d'essayer de régler tout cela dans leurs propres intérêts et dans les intérêts de la région", ajoutait-il, précisant que "le rôle que chacun va jouer selon ses expertises est encore à discuter".

Une participation militaire algérienne reste peu probable. "Après avoir réussi à déporter le risque terroriste, l'Algérie ne veut pas devenir la cible principale de ces mouvements", juge M. Brisard.

Depuis plusieurs semaines, Alger tente d'obtenir des touareg d'Ansar Dine qu'ils condamnent le terrorisme et rompent avec Aqmi.

"Alger a récemment fait venir une forte délégation d'Ansar Dine pour discuter", dit Pierre Boilley, en faisant état d'un "rapprochement" entre ce groupe islamiste armé et les touaregs indépendantistes (et laïques) du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA).

"Beaucoup de pays de la région, comme l'Algérie, et de nombreux analystes pensent que les négociations sont possibles avec Ansar Dine. Nous verrons", a déclaré à l'hebdomadaire Jeune Afrique l'émissaire français pour le Sahel, Jean Félix-Paganon. Non sans considérer qu'Ansar Dine, responsable de la destruction des mausolées de Tombouctou, de flagellations, mutilations et d'une lapidation à mort, "a le comportement d'un groupe totalement lié aux terroristes d'Aqmi".